

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de Conseillers :
En exercice : 29
Présents : 26
Votants : 29

Le Conseil Municipal de MAULEON s'est réuni en séance publique à l'Hôtel de Ville, salle du Conseil Municipal, le **lundi 06 février 2023, à 19h30**, sous la Présidence de **M. Pierre-Yves MAROLLEAU, Maire**.

Date de convocation du Conseil Municipal : 31 janvier 2023

Présents : M. MAROLLEAU, Maire, M. CHOUTEAU, Mme GREGOIRE, M. BRILLANCEAU, M. PRISSET, M. SIMONNEAU, adjoints, Mme BARBOT, Mme BAUDRY, M. BONNEAU, Mme BROUCH, M. COCHARD, Mme COUTANT, M. DESCAMPS, M. DUBOIS, M. DUBUQUOY, M. FERCHAUD, M. FROGER, Mme GOUDEAU, Mme LANTERI, Mme LIOUSRI-DROCHON, M. MASROUR, M. MORIN, Mme PIED, Mme PORCHAIRE, Mme SHEERS et M. ZAORSKI.

Etaient excusés : Mme PAULIC qui a donné pouvoir à M. MAROLLEAU, Mme GUIGNARD qui a donné pouvoir à M. PRISSET et Mme BOUDOIRE qui a donné pouvoir à Mme GREGOIRE.

Mme PIED a été élue secrétaire, conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Rapporteur : Yves CHOUTEAU

Vu l'article R181-38 du code de l'environnement relatif à la consultation des collectivités territoriales dans le cadre des procédures d'autorisation environnementale

Considérant la nécessité d'un avis sur la demande d'autorisation environnementale relative au projet de centre de tri UNITRI dans le cadre de l'enquête publique portée par la préfecture du 9 janvier au 8 février 2023 inclus ;

Considérant le dossier transmis par la préfecture des Deux-Sèvres et réceptionné à la Communauté d'agglomération le 26 décembre 2022 ;

Considérant l'enquête publique portant sur le dossier de demande d'autorisation environnementale organisée du 9 janvier au 8 février 2023 inclus ;

La SPL UniTri projette de mettre en place un centre de tri des déchets recyclables à proximité de la Zone d'Activités de la Croisée sur les communes de la Tessoualle (49) et de Mauléon (-Loublande - 79).

Cet équipement de tri doit remplacer 5 centres existants mais vétustes dont 3 sont déjà fermés.

Il permettra le tri de 24 000 tonnes par an d'emballages et de 24 000 tonnes par an de multi-matériaux (emballages et papiers en mélange) pour un bassin de population de 1 000 000 habitants. Il va permettre d'augmenter les tonnages valorisés grâce à un process de tri

Objet :

2023/009
Avis sur la demande
d'autorisation
environnementale
relative au projet de
centre de tri UniTri

automatisé plus moderne, tout en s'adaptant aux schémas de collecte choisis par chaque collectivité.

Le projet de centre de tri s'inscrit dans le cadre du Plan de Performance des Territoires, dispositif d'accompagnement des collectivités locales qui souhaitent étendre leurs consignes de tri à tous les emballages plastiques et améliorer leurs performances de recyclage à coûts maîtrisés. Ce dispositif est développé depuis 2018 par CITEO et sa filiale Adelphi.

Le projet de centre de tri UniTri répond aux obligations réglementaires associées aux Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

Une Enquête publique est à ce titre menée du 9 janvier au 8 février 2023 inclus.

Conformément au code de l'environnement, la collectivité est invitée à exprimer un avis sur le dossier transmis par la Préfecture des Deux-Sèvres. Ce dossier comprend :

- un dossier administratif ;
- un dossier technique ;
- l'étude d'impact ;
- l'étude de danger ;
- les résumés non techniques de l'étude d'impact et de l'étude de dangers ;
- les plans réglementaires.

Ainsi ce dossier complexe a fait l'objet d'une attention toute particulière des élus et des techniciens de la Commune tout au long de son élaboration.

Il peut être souligné les principales conclusions suivantes figurant dans le dossier :

- en termes d'impacts sur le climat, le projet n'est que faiblement générateur d'émissions de gaz à effets de serre : il repose notamment sur le trafic des camions d'apport. Néanmoins, l'emplacement du futur centre de tri au barycentre des tonnages des futures collectivités concernées, permettra de diminuer les transports à l'échelle du territoire desservi par le recours à de gros porteurs depuis les centres de transfert ;
- au regard de la prise en compte des études menées par NCA environnement et SERAMA, les voiries, réseaux et terrassements qui seront créés dans le cadre du centre de tri seront implantés de manière à réduire leur impact sur les zones humides en place. Les Zones humides et la haie impactées seront compensées sur une parcelle limitrophe, propriété de la collectivité ;
- la gestion des eaux du projet a été dimensionnée selon la méthode de calcul D9. Les eaux pluviales seront régulées à l'échelle du site. Les eaux pluviales de voiries seront rejetées au réseau d'assainissement collectif de la zone d'activité. Les eaux de toitures qui ne seront pas entrées en contact avec les voiries seront rejetées au milieu par infiltration. L'impact est donc faible en termes de détérioration des eaux superficielles lié à l'activité du centre de tri ;
- la création du centre de tri va générer 60 emplois sur le territoire. Le nombre d'emplois générés par une autre activité qui s'implanterait sur les parcelles d'étude n'est pas garanti à ce stade ;
- l'implantation du futur centre de tri va générer une légère hausse du trafic sur la ZI de la Croisée. Néanmoins, les camions d'apport de déchets auront un accès direct au site depuis l'échangeur de la RN 249 et la RD 171 longeant le site par son côté Est. De fait, la circulation et le trafic ne viendront pas impacter les bourgs des

communes de Mauléon et de La Tessoualle. Par ailleurs, à l'échelle du territoire le trafic sera globalement réduit car les centres de tri actuels seront fermés ;

- le projet de centre de tri ne fera pas l'objet de nuisances olfactives lié à la nature de l'activité exercée ;
- le centre de tri pourra être à l'origine de poussières en phase travaux. En phase d'exploitation, celui-ci sera équipé d'un système de dépoussiérage. De plus, le déchargement du flux à trier et le chargement des balles de matériaux seront opérés à l'intérieur du bâtiment ce qui empêchera les envois ;
- l'ambiance sonore autour du site provient actuellement des axes routiers situés à proximité du site. Le centre de tri respectera les préconisations imposées par la réglementation des ICPE en limite de site et vis-à-vis des habitations les plus proches.

Il est donc proposé à l'assemblée :

- de donner un avis favorable à la demande d'autorisation environnementale relative au projet de centre de tri UNITRI ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de cette délibération.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal a émis un avis favorable à l'unanimité.

Pour copie conforme,

Le Maire,
Pierre-Yves MAROLLEAU

La Secrétaire,
Karine PIED

